

Parmi ceux-là, beaucoup sont les colonisables d'hier et les «despotisables» d'aujourd'hui et de toujours. C'est dans cette catégorie de citoyens ignorants, cyniques, candidats à l'assistanat, à l'effacement des dettes et au logement gratuit que les partisans du 4<sup>e</sup> mandat trouvent leurs soutiens.

La vérité qui vient de loin, celle qui émerge du fond des âges, est toujours la meilleure. Si elle est arrivée jusqu'à nous, c'est qu'elle est vraiment vraie. Ainsi, le stratège militaire chinois dont je vous rebats actuellement les oreilles et dont les idées sont encore enseignées dans les académies militaires disait il y a vingt-cinq siècles cette toute simple évidence : «Le nombre à lui seul ne donne nullement l'avantage.» Cette vérité militaire vaut aussi pour la science et la politique où c'est toujours une minorité, une infime minorité même, qui prend au bon moment les bonnes décisions qui font avancer le progrès moral et matériel et dénouent les nœuds gordiens.

L'ALN n'a pas vaincu l'armée française avec le nombre, la qualité de la formation des combattants, son armement ou même la connaissance du terrain. Elle l'a vaincue parce que sa cause était juste. Le peuple algérien défendait sa terre, sa liberté, sa dignité, son indépendance, alors que l'armée française est venue sur l'ordre de la IV<sup>e</sup> République pour garder une colonie où résidait un million de Français contre neuf millions d'Algériens. Les effectifs de l'armée française engagés dans cette guerre ont frisé le million alors que le nombre des moudjahidine ne dépassait pas les 30 000. Par contre, le nombre d'Algériens qui combattaient du côté français, les fameux harkis, était supérieur à 100 000. Cette même

Révolution n'a pas été déclenchée par le peuple algérien, ni par les partis politiques du Mouvement national, mais par 22 Algériens réunis au sein du CRUA. Ce n'est qu'ensuite que la masse a été secouée, obligée parfois sous la menace de cotiser, d'approvisionner et d'héberger les combattants. C'est au moment du référendum sur l'indépendance le 3 juillet 1962 que presque tous les Algériens majeurs sont allés voter en faveur de l'indépendance.

C'est une notion très ardue que celle de

**La lutte contre la culture du despotisme vient de s'ouvrir chez nous où une poignée d'Algériens ont commencé à s'insurger contre une anomalie politique et morale, la candidature d'un homme de 77 ans gravement atteint par une maladie invalidante ; contre la résurgence d'un mythe, celui de l'homme providentiel même impotent ; contre un des derniers cultes de la personnalité en vigueur dans le monde ; contre un règne marqué par la corruption et la promotion des corrompus ; contre le risque que le 4<sup>e</sup> mandat serve à installer à la tête du pays une mafia politico-financière..**

«peuple». C'est l'un des termes les plus confus qui soient et celui qui se prête le plus à la manipulation, voire à l'escroquerie. Théoriquement un peuple, c'est tout le monde, sans aucune exception, mais l'utilisation qu'en fait le discours politique convient aussi bien à une infime quantité de personnes qu'à leur totalité. Les despotes qui se vantent d'avoir le peuple de leur côté ont toujours joué sur le flou de ce terme

générique. Le chef est un seul homme et le peuple une masse compacte, insécable. Si quelqu'un sort du rang, de la masse, il n'est plus un membre du peuple, mais un adversaire, un ennemi.

Aucune lutte de libération ou révolution sociale de toutes celles qu'a connues l'humanité n'a mobilisé l'ensemble du peuple. Non pas que tous ne pensaient pas la même chose, mais parce que toute la population ne réside pas dans la même ville, n'est pas prête au même moment, n'a pas

veut pas dire que ceux qui ne sortent pas sont d'accord avec le régime. Parmi eux, il y a ceux qui ne savent pas ce qui se passe, ceux qui savent mais s'en foutent, ceux qui craignent de recevoir un coup de matraque ou une balle, ceux qui ont peur pour leur pain, ceux qui ne voient pas ce qu'ils ont à gagner dans l'affaire...

Donc une révolution populaire, un changement de régime, peut se faire non pas par une minorité, mais par une infinitésimale fraction de cette minorité, 1, 2 ou 3% tout au plus. Il n'est pas besoin que tout le peuple se soulève pour satisfaire une revendication populaire ou abattre un mauvais pouvoir. Dans ce cas, ce n'est plus la révolution mais le déluge, la fin du monde. Combien étaient les Tunisiens qui ont renversé Benali ? Quelques centaines de milliers tout au plus sur un total de dix millions de Tunisiens. Combien étaient les Egyptiens qui ont fait partir Moubarak ? Un ou deux sur un total de plus de 80.

Lorsque le mouvement «Barakat» a aligné sur le trottoir cinq personnes devant l'entrée de l'Université de Bouzaréah pour dire non au 4<sup>e</sup> mandat, ça a fait sourire le pouvoir mais ne l'a pas empêché d'envoyer sur place dix ou vingt fois plus d'agents des forces de l'ordre pour les contenir. Mais à partir de quel seuil une opposition au 4<sup>e</sup> mandat aurait fait mouche? 1% du peuple, c'est déjà 380 000 personnes...

N. B.

1) Les lecteurs qui me signalent en avoir raté quelques-unes peuvent les trouver sur la page Facebook ouverte à mon nom (noureddineboukrouh.facebook).

A suivre : 3) Le peuple et l'élite

## PARTI POUR LA LAICITÉ ET LA DÉMOCRATIE (P-L-D)

# «Pour une Algérie républicaine moderne et sociale»

Les «élections» présidentielles sont toujours fixées au 17 avril 2014 ! Le pouvoir peaufine les préparatifs de la prochaine kermesse électorale avec une minutie diabolique pour tenter de repasser en force une nouvelle fois.

Il téléguide depuis des mois des dizaines de pseudo-partis d'«opposition» et comme par enchantement, des personnalités politiques disparues des radars depuis fort longtemps descendent dans l'arène pour donner l'illusion que rien n'est joué à l'avance, que les élections ne sont pas verrouillées et qu'une véritable compétition électorale aura bien lieu. C'est pourquoi le pouvoir n'hésite pas à brouiller les cartes et à user de tous les stratagèmes pour tenter de duper. Mais jusqu'où ira son désir hystérique de puissance ? Jusqu'où s'étendra la main dure d'un système qui refuse de se remettre en cause après plus de cinquante ans de règne sans partage ? Jusqu'à quand la mise en tutelle d'un peuple ? En quelques semaines, la situation politique dans le pays s'est à nouveau dégradée et des régions entières autrefois paisibles, sont désormais la proie d'affrontements sanglants entre populations à tendances religieuses différentes. Ce qui se passe au M'zab est gravissime et annonciateur de mauvais présages. Il y va de la stabilité et de l'unité du pays.

Hier, le terrorisme islamiste avait passé au fil de l'épée hommes, femmes et enfants et n'avait pas épargné y compris ceux qui étaient encore dans le sein de leur mère. Il avait fait la guerre au «taghout» et aux «mauvais» musulmans, décrétant que les Algériennes et les Algériens ne sont pas dans le «droit chemin».

Aujourd'hui, la violence a ouvert un nouveau chapitre dans l'horreur. La nuance religieuse dans la même religion est devenue un gouffre de discorde et un appel au meurtre.

L'Algérie ne pouvait pas sortir indemne de décennies de terrorisme et de compromissions de toute sorte avec l'islamisme politique. Par le boulevard de la «réconciliation nationale» et de la «concorde civile», le système a ouvert la voie à toutes les dérives et plongé la société dans une régression profonde.

Les incidents fratricides de Ghardaïa sont la conséquence directe d'une politique qui a semé les graines de la division et du fanatisme dans la société en réveillant les vieux démons du tribalisme, en instrumentalisant le régionalisme et en exacerbant ses archaïsmes.

Les populations du Grand Sud, durement éprouvées par les effets dévastateurs de la gabegie et du népotisme, sont aussi dans une quasi-fronde généralisée et celles qui sont

aux frontières ont rallié en partie les bandes terroristes de l'AQMI.

Les facteurs socioéconomiques ne sont pas en reste dans l'apparition de ces désordres sociaux et politiques. En effet, ces populations ont le sentiment d'être méprisées, délaissées, voire abandonnées. Elles accusent un retard considérable au niveau du développement socioéconomique. Au lieu d'inscrire les régions concernées dans un véritable plan de sauvetage pour apaiser durablement les tensions sociales, le pouvoir pense encore pouvoir éteindre les feux de la dissidence en saupoudrant les pétrodollars de la rente. La situation au Moyen-Orient et en Afrique, où fait rage la guerre entre fractions religieuses, doit interpellé toutes les Algériennes et tous les Algériens. L'Algérie, comme d'ailleurs tous les pays musulmans ne connaîtront une ère de paix que le jour où ils s'engageront résolument vers l'édification de républiques laïques et démocratiques pour ne plus faire de l'Islam un fonds de commerce politique et affranchir l'Ecole des pesanteurs obscurantistes.

Des voix se sont élevées dans le pays et s'y élèvent toujours pour dénoncer ces nouvelles fractures dans la société algérienne. Ces déchirures n'en constituent pas moins les manifestations par lesquelles la liberté de conscience revendiquée plus que jamais son droit de cité en Algérie.

Car on ne dira jamais trop ce qu'il est nécessaire de dire, on ne criera jamais trop souvent la vérité. Le mal est trop profond pour laisser encore les apprentis sorciers de ce système se jouer de l'avenir du pays.

Le système n'entend pas le cri de la colère qui gronde et qui monte parce qu'il ne veut pas le changement. Il ne le pense même pas ! Mais il croit pouvoir survivre au temps en pipant ad vitam aeternam les dés des élections. Or, le peuple a compris. Il ne veut plus de faux-semblants, ni de mensonges. L'Algérie est sur le fil du rasoir et il s'agit de parer au plus pressé pour éviter sa chute dans l'inconnu. Les dernières illusions se dissipant, le système est condamné à la disparition ! Le système n'a pas à être réaménagé. Le réaménager, c'est refaire la façade sans toucher aux piliers porteurs de la rente et de l'islamisme politique. Retoucher le système, c'est placer un masque sur sa laideur, c'est remettre de la couleur dans l'abject pour brouiller les pistes et continuer à berner les Algériennes et les Algériens en pensant qu'ils seront d'éternels dupes.

Il s'agit de briser la fatalité qui nous contraint à être les otages de l'alternative où se croisent la dictature d'un systè-

me rentier et le surplomb d'une théocratie.

Nous prenons acte de la position de certaines personnalités et forces politiques : lesquelles viennent de décider le boycott des «élections» présidentielles. Nous nous félicitons aussi de la déclaration de plusieurs intellectuels algériens qui appellent à la fin du système par «l'instauration d'un Etat civil libre et démocratique respectueux de la volonté populaire».

Il est impérieux d'aller plus loin et transformer ce palier de convergence en tremplin vers l'union des démocrates, des républicains et des patriotes pour EXIGER L'ARRÊT DU PROCESSUS «ÉLECTORAL», LA DISSOLUTION DE TOUTES LES INSTANCES PSEUDO «ÉLUES» (SENAT, APN, APW, APC), et mettre en place une véritable instance de préparation à une transition pacifique, avant que le chaos ne s'installe en Algérie. Seule cette unité mettra en perspective la construction d'une véritable république moderne, démocratique et sociale.

Les déclarations du PLD ont toujours appelé solennellement toute la famille des démocrates à se mettre ensemble en mouvement pour tenter de sortir de l'impasse du statu quo et de s'atteler au chantier difficile certes mais incontournable du rassemblement politique le plus large possible. Espérons que ceux qui y croient ne désarmeront pas face aux difficultés, réussiront à convaincre les plus hésitants et sauront fédérer toutes les forces constructives cette convergence démocratique dont le pays a tant besoin.

Ce qui se joue aujourd'hui au milieu de cette cacophonie électorale bien orchestrée c'est non seulement le choix du projet de société mais la pérennité même de l'Algérie en tant qu'Etat-Nation.

Parce que nous savons que l'Algérie est plus qu'une idée vouée à un grand destin, parce que l'Algérie est un projet fiable que seuls peuvent porter des patriotes, des républicains et des démocrates unis, il est possible d'ouvrir la voie à une transition nationale, républicaine et démocratique pour jeter les bases d'un véritable Etat de droit.

L'heure est au rassemblement de toutes les forces patriotiques, républicaines, de toutes les personnalités qui croient en l'avenir d'une Algérie une et indivisible pour garantir toutes les chances de succès à cette transition nationale. Œuvrons pour faire converger nos objectifs et avancer en rangs compacts pour construire l'Etat de droit de demain !

Alger le 15 mars 2014  
Le bureau national du PLD